L'Abeille de la Nouvelle-Orléans
Bureau : 75 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 22 JUILLET 1892.

OFFICIEL.

Assemblée Générale
—DE—
L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Session régulière de 1892.

No 48.] LOI

Faisant une allocation pour payer le déficit dû pour impressions d'Etat, pour l'année se terminant le 30 juin 1892.

Section 1ère—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la somme de vingt mille dollars, ou telle partie de ce montant qui sera nécessaire, à prendre du fonds général de 1892, sont par le présent allouée pour payer les frais de publication des amendements proposés à la constitution de l'Etat, votés à l'élection générale tenue le 19 avril, 1892.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CHARLES PARLANGE,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé, le 5 juillet 1892.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 49] LOI

Allouant *neuf mille dollars* ($9,000) pour payer les frais de publications des amendements proposés à la Constitution, votés à l'élection générale tenue le 19 avril, 1892.

Section 1ère—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que *neuf mille dollars*, ou telle partie de cette somme qui sera nécessaire, à prendre du fonds *général* de 1892, sont par le présent allouée pour payer les frais de publication des amendements proposés à la constitution de l'Etat, votés à l'élection générale tenue le 19 avril, 1892.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CHARLES PARLANGE,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 5 juillet 1892.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 50] LOI

Pour faire exécuter les contrats de travail et pour pourvoir à une pénalité pour la violation volontaire dudite contrats; pour déclarer délit (misdemeanor) l'acte des personnes, étrangères auxdits contrats, qui s'entremettront avec intention entre les parties contractantes et pour punir ledit délit ou "misdemeanor."

Section 1ère.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que quiconque viendra volontairement un contrat de travail sur la foi duquel de l'argent ou des marchandises ont été avancés et sans avoir d'abord offert à la personne de qui ledit argent ou lesdites marchandises ont été obtenus le montant de l'argent ou la valeur des marchandises, sera considéré comme ayant commis un délit (misdemeanor,) et il est déclaré coupable, sera condamné à une amende de dix dollars [$10] au montant de deux cents dollars [$200] au profit et défaut de paiement de l'amende et des frais, il subira dans la geôle de paroisse un emprisonnement de quatre-vingt-dix [90] jours au plus à la discrétion de la Cour.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que quiconque interviendra solennent entre les parties contractantes, débauchera, emploiera pour son propre compte, ou détournera un travailleur de ses occupations, ou l'engagera, avant l'expiration de son contrat, à délaisser son patron, ou la place louée, sera censé coupable d'un délit (misdemeanor) et s'il est condamné, sera passible d'une amende de dix [$10] dollars au moins et de deux cents [$200] dollars au plus, pour chaque personne qu'il aura débauchée de son travail, et il pourra, en outre, être condamné, dans une action civile, au double des dommages que ledit patron aura pu subir par suite de l'abandon de son employé.

Sec. 3—Il est de plus décrété, etc., Que si une personne quelconque, profitant des dispositions de cette loi, obtient frauduleusement une arrestation, dans le but de faire travailler illégalement un travailleur ou toute autre personne, elle sera considérée comme ayant commis un délit (misdemeanor), et, si elle est trouvée coupable, sera condamnée à une amende de deux cents cinquante [$250] dollars, au moins et de cinq cents [$500] dollars au plus, à la discrétion de la cour. A défaut de paiement de l'amende et des frais, elle sera emprisonnée pendant trente [30] jours au moins et soixante [60] jours au plus.

Sec. 4—Il est de plus décrété, etc., Que toutes lois ou parties de lois contraires à la présente sont rappelées. Il est bien entendu qu'aucune des pénalités prescrites par cette loi ne sera applicable dans le cas de contrats de travail devant durer plus d'un an.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CHARLES PARLANGE,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 6 juillet 1892.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 51.] LOI

Pour amender et décréter à nouveau la loi No 66 de l'année 1888, approuvée le 12 juillet 1888, intitulée : "Loi pourvoyant au drainage et à la réclamation de terres marécageuses dans la paroisse Ibérie, etc., etc."

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que dans le but de mettre à exécution les dispositions de cette loi, le Gouverneur est, par les présentes, requis de nommer un Bureau de Commissaires de trois composants de cinq personnes résidant dans le district de drainage tel qu'il sera décrit comme sous l'appellation de Commissaires du drainage pour ledit district, et ils rempliront dans composition de l'Etat. La durée de leur mandat sera de quatre années.

Sec. 2.—Il est, en outre, décrété, etc., Que ledit Bureau de Commissaires est, par les présentes, revêtu de tous les droits et pouvoirs nécessaires pour parfaitement effectuer le drainage de Grand Marais, dans la paroisse Ibérie, et toutes les terres situées à l'ouest de la Nouvelle-Ibérie et du Bayou Têche. La ligne bornant ledit district de drainage s'étendra au dessus, à l'ouest, de la station Olivier au dessus point où commence le Grand Marais; et de la station Olivier dans la direction du sud. La ligne longera le Bayou Têche jusqu'à l'endroit où il rencontre le canal Delahoussaye ou d'Etat; de là il suivra ce canal dans la direction sud-ouest, vers la Baie de Cote, Blanche ou golfe du Mexique; et autant de telles terres seront réclamées et desséchées que les commissaires croiront possible après un examen complet. Pour dessécher ces terres, ils auront le pouvoir d'y placer des machines et d'y ériger tels canaux nécessaires, d'y construire tous travaux utiles ou nécessaires pour le drainage du Grand Marais; pourvu que des levées semblables soient érigées pour protéger les propriétaires des terres que doivent traverser le ou les canaux.

Sec. 3—Il est, en outre, décrété, etc., Que ledit Bureau de Commissaires aura le droit de construire des contrats pour les travaux qui sont urgents et vertu de cette loi, conformément aux plans et spécifications que fera un voyer nommé par le Bureau au frais du district de drainage, dont le devoir sera immédiatement après le passage de cette loi, de faire faire un examen exact des travaux nécessaires afin que soient entrées les dispositions de cette loi. Il fournira au Bureau des Commissaires des plans et spécifications complètes des travaux urgents pour complètement dessécher ledit Grand Marais et les terres comprises dans lesdites limites. Le Bureau aura le droit d'employer un ou plusieurs voyers.

Sec. 4—Il est, en outre, décrété, etc., Que ledit Bureau de commissaires aura le droit de procéder, et est, par les présentes, autorisé à dessécher ledit Grand Marais et autres terres ci devant décrites. Il fera dresser un plan désignant avec précision les terres à drainer et les noms de leurs propriétaires, plans qui seront déposés dans le bureau du greffe de la cour de la paroisse Ibérie. Avis sera publié dans un journal paraissant dans ladite paroisse, une fois la semaine, durant quatre semaines successives, annonçant que le Bureau de commissaires procédera au drainage dudit Grand Marais et toutes les terres au sud d'une ligne qui s'étendra de la Station Olivier, côté Sud, le tout tel qu'il est précédemment mentionné; et ledit Bureau de Commissaires s'adressera par pétitions à la Cour de District en cet pour la paroisse Ibérie, Cour devant laquelle preuve devra être établie que publication de l'avis en question a eu lieu, déclarera que chaque portion de la propriété située dans les limites de la terre à dessécher, et toutes propriétés bénéficiaire dudit desséchement, désignées par le plan qu'aura fait faire ledit Bureau de Commissaires, seront sujettes à une première hypothèque ou lien et privilège en faveur dudit Bureau de Commissaires pour telle somme que pourra être accordé la propriété pour sa proportion de taxes imposées pour le drainage. L'intérêt sur ces taxes sera de 8 pour cent par an dès le moment où demande en sera faite. Le décret de la Cour de District sera enregistré au bureau de l'enregistreur des hypothèques dans la dite paroisse; et une copie certifié des titres des susdites terres sera déposée dans ledit bureau. Quant le Greffier de la Cour a ra requis de livrer un certificat d'hypothèque sur toute propriété foncière mentionnée dans ledit plan, tel que l'aura désigné le Bureau de Commissaires, ce certificat déclarera que ladite propriété est sujettes à un lien premier hypothèque en faveur du Bureau de Commissaires de la dite paroisse, pour telles sommes que pourront être accordées les propriété pour drainage. Ladite lien et hypothèque auront priorité sur toutes hypothèques, liens et privilèges quels qu'ils soient, conventionnels, légaux ou judiciaires, et prescrit par la propriété jusqu'à ce que le montant de l'accessement et l'intérêt dessus soient payés intégralement, après que les procédures sus-mentionnées auront été complétées.

Sec. 5.—Il est en outre décrété, etc., Que dans le but de procurer des fonds pour le district de drainage, ledit Bureau de Commissaire est autorisé à et a le pouvoir d'émettre des bons pour un montant de vingt mille dollars en telles sommes et dénominations que décidera ledit Bureau, pas moindres que cent dollars chacune. Les dits bons seront payables aux porteurs, et signés par le président du Bureau, officiellement, attesté par la signature du secrétaire et le sceau du Bureau des Commissaires. Chacun aura imprimé au verso ce qui suit : Ce bon, principal et intérêt, garanti par des impôts. Ces bons seront dû dans dix (10) ans, et portant intérêt au taux de huit pour cent par an du jour de leur émission. Le dit intérêt sera attesté par des coupons attachés aux bons et payables annuellement, des fonds perçus en vertu de cette loi.

Sec. 6.—Il est en outre décrété, etc., Que ledit Bureau aura le droit de négocier lesdite bons à un taux d'escompte n'excédant pas dix pour cent. Il aura le droit également de donner ces bons en paiement de travaux exécutés dans ledit district de drainage ou pour ledit district conformément aux stipulations de cette loi, à des conditions et en des sommes qui seront arrêtées avec le constructeur; pourvu que lesdits bons ne soient pas donnés en paiement de travaux exécutés à un taux d'escompte plus élevé que dix pour cent.

Sec. 7.—Il est en outre décrété, etc., Que toutes les fois qu'un dixième des contribuables possédant des terres devant bénéficier du drainage dans ledit district, demandront au Bureau des Commissaires d'imposer une taxe plus élevée pour dessécher les terres ci-devant mentionnées, ou en partie, ledit Bureau des Commissaires en donnera une élection dans ce but et soumettra la question aux suffrages des contribuables dudit district de drainage dont les propriété devront bénéficier de drainage et qui auront le droit de voter en vertu de la loi de l'Etat. La taux de l'impôt et les fins en vue seront proclamés; à la condition que la dite élection ait lieu conformément aux lois d'élections générales de l'Etat, en vigueur au moment, et aux bureaux d'élection dans ledit district, où aura eu lieu la dernière élection, et pas avant vingt jours après la publication officielle de la pétition et de l'ordonnance relative à l'élection, laquelle élection aura lieu de la façon indiquée par la loi pour les annonces judiciaires, c'est-à-dire, dans n'importe quel journal de la paroisse.

Sec. 8.—Il est, en outre, décrété, etc., Que dans le but de procurer des fonds additionnels audit district, ledit Bureau de commissaires est, par les présentes, autorisé à, et a le pouvoir d'imposer une taxe annuelle n'excédant pas cinquante sur des terres, n'excédant pas vingt-cinq sous par acre sur toutes les terres dudit district sujettes à l'impôt pour être vendu dans le Trésor de la même façon et au même temps que la taxe de drainage pourvue dans cette loi.

Sec. 9—Il est, en outre, décrété, etc., Que cette taxe spéciale pourra être levée par ledit Bureau des Commissaires pour contribuer les améliorations de drainage dans le dite paroisse.

Sec. 10—Il est, en outre, décrété, etc., Que cette taxe ne pourra être imposée que quand une majorité des contribuables dans ledit district de drainage, ou possédant des terres dans ledit district auront voté à cet égard. Aucun contribuable foncier ne pourra voter à une de ces élections à moins qu'il n'ait des terres dans le dit district de drainage.

Sec. 11—Il est, en outre, décrété, etc., Que la publication du résultat desdites élections se fera par une annonce de dix jours, immédiatement après; et lesdits commissaires auront le pouvoir d'exiger la perception de toute taxe spéciale qui sera autorisée par ladite élection ou par la loi qui pourvoit à la perception des autres taxes.

Sec. 12.—Il est, en outre, déserté, etc., Que dans le but de se procurer un revenu, ledit Bureau est autorisé de la façon prescrite dessus prévue, à imposer une taxe annuelle telle que le permettre l'article 214 de la constitution sur toute propriété dans ledit district, sujette à la taxe si la levée est ordonnée de la façon précédemment indiquée, pour payer les paroisse Ibérie, immédiatement après, soumera séparément, sur des listes, toutes les propriété sujettes à l'impôt pour des fins de dessèchement dans ledit district. Et de ces listes, il préparera un rôle de taxes séparé sur les blancs que lui fournire l'Auditeur d'Etat, dérivant pleinement la propriété assessée ainsi qu'il est pourvu dans la loi générale du revenu de l'Etat, une copie de laquelle sera déposée au greffe de la Cour, et une autre entre les mains du shérif de la paroisse.

Sec. 13.—Il est, en outre, décrété, etc., Que dans tous les cas où l'assessoir et les contribuables ne s'accorderont pas quant au fait des terres devant être ou non assessées et assessées en vertu des dispositions de cette loi, il sera de droit de l'assessoir de réunir deux voisins respectables, l'un devant être choisi par le contribuable; l'autre par l'assessoir, pour les consulter; et, s'il arrivait qu'ils ne s'entendissent pas, ils choisiraient un troisième contribuable dont la décision serait finale; mais appel, d'après la loi, pourrait être interjeté à la cour d'appels par le contribuable ou l'assessoir, et le premier, après avis par écrit de l'assessoir, constatait de choisir un arbitre. L'assessoir pourra alors choisir trois contribuables voisins respectables les plus proches de la propriété taxable pour décider le différend entre le contribuable et l'assessoir. Mais cette décision pourra être portée devant les tribunaux par l'une quelconque des parties. Les dits arbitres seront assermentés et